



Conseil de sécurité

Soixante-huitième année

6915^e séance

Mardi 5 février 2013, à 15 heures

New York

Provisoire

<i>Président :</i>	M. Kim Sook	(République de Corée)
<i>Membres :</i>	Argentine	M ^{me} Perceval
	Australie	M. Quinlan
	Azerbaïdjan	M. Mehdiyev
	Chine	M. Tian Lin
	États-Unis d'Amérique	M. DeLaurentis
	Fédération de Russie	M. Iliichev
	France	M. Briens
	Guatemala	M. Rosenthal
	Luxembourg	M ^{me} Lucas
	Maroc	M. Loulichki
	Pakistan	M. Tarar
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Shearman
	Rwanda	M. Gasana
	Togo	M. M'Beou

Ordre du Jour

La situation en Guinée-Bissau

Rapport du Secrétaire général sur l'évolution de la situation en Guinée-Bissau et sur les activités du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix dans ce pays (S/2013/26)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-506.

13-22418 (F)



Merci de recycler 

La séance est ouverte à 15 h 5.

Remerciements au Président sortant

Le Président (*parle en anglais*) : Je voudrais saisir cette occasion pour rendre hommage, au nom du Conseil, à S. E. M. Mohammad Masood Khan, Représentant permanent du Pakistan, pour la manière dont il a présidé le Conseil de sécurité pendant le mois de janvier 2013. Je suis certain de me faire l'interprète de tous les membres du Conseil en exprimant notre profonde reconnaissance à l'Ambassadeur Khan et à son équipe pour le grand savoir-faire diplomatique avec lequel ils ont dirigé les travaux du Conseil le mois dernier.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation en Guinée-Bissau

Rapport du Secrétaire général sur l'évolution de la situation en Guinée-Bissau et sur les activités du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix dans ce pays (S/2013/26)

Le Président (*parle en anglais*) : En vertu de l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les représentants de la Côte d'Ivoire, de la Guinée-Bissau et du Mozambique à participer à la présente séance.

En vertu de l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite M. Tayé-Brook Zerihoun, Sous-Secrétaire général aux affaires politiques, à participer à la présente séance.

En vertu de l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite l'Ambassadrice Maria Luiza Ribeiro Viotti, Représentante permanente du Brésil, à participer à la présente séance en sa qualité de Présidente de la formation Guinée-Bissau de la Commission de consolidation de la paix.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'attire l'attention des membres du Conseil sur le document S/2013/26, qui contient le rapport du Secrétaire général sur l'évolution de la situation en Guinée-Bissau et sur les activités du Bureau intégré des

Nations Unies pour la consolidation de la paix dans ce pays.

Je donne maintenant la parole à M. Zerihoun.

M. Zerihoun (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, je vous remercie de me donner l'occasion de présenter le rapport du Secrétaire général sur l'évolution de la situation en Guinée-Bissau et sur les activités du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix dans ce pays (BINUGBIS) (S/2013/26).

Le rapport d'activité dont est saisi le Conseil de sécurité fournit une mise à jour sur les principaux événements survenus dans le pays et sur les progrès accomplis par le BINUGBIS dans la mise en œuvre de son mandat. Des changements politiques sont intervenus depuis la publication du rapport le 11 janvier, et je voudrais profiter de la présente occasion pour tenir le Conseil informé de certains d'entre eux. Suite à une réunion de son Comité central, le 13 janvier, le Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC) a décidé de signer le pacte de transition politique et l'accord politique signés entre la Junte et 17 partis politiques les 16 et 18 mai, respectivement. Par la suite, le 17 janvier, le PAIGC et quatre autres partis politiques – l'Alliance démocratique, le Parti de la convergence démocratique, le Parti de la nouvelle démocratie et le Parti uni social démocrate – ont également signé ces instruments transitoires que, il faut le rappeler, ils avaient rejeté en mai 2012. Depuis lors, le PAIGC a fait appel au Président provisoire, M. Serifo Nhamadjo, et à la communauté internationale pour faciliter rapidement la formation d'un gouvernement de transition inclusif émanant du Parlement.

Cette signature devrait faciliter l'examen par la Commission parlementaire du pacte de transition politique et de l'accord politique, ainsi que la rédaction d'un nouveau pacte pour un régime de transition. Il est également prévu de faciliter le consensus sur une feuille de route de transition qui permettrait, entre autres choses, de clarifier les modalités révisées de la transition, y compris sa durée, ainsi que le calendrier pour les élections présidentielle et législatives et le système d'inscription des électeurs. Il est également important pour les Bissau-Guinéens de parvenir à un consensus sur les priorités nationales restantes pendant la transition et de créer un environnement propice à des élections pacifiques et à une stabilité à long terme après les élections.

Le Comité central du PAIGC, qui reste le principal parti politique au Parlement, a également accepté le 13 janvier que le congrès ordinaire du parti ait lieu en mai 2013 pour élire de nouveaux dirigeants. L'ancien Secrétaire exécutif de la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP), M. Domingos Simões Pereira, et l'ancien Ministre de l'administration et de la fonction publique du Gouvernement renversé, M. Aristides Ocante da Silva, ont depuis annoncé officiellement leur candidature. Le Premier Ministre destitué, M. Carlos Gomes Júnior, a également fait part de son intention de briguer la direction du parti.

Malgré les efforts positifs pour assurer l'intégration dans le processus de transition, l'impunité reste un problème majeur. Il règne au sein de la population une atmosphère générale de peur résultant des cas récents de passages à tabac, de torture et d'intimidation qui continuent de restreindre la liberté de réunion et d'information. Jusqu'à présent, aucune des personnes impliquées dans les tueries et les passages à tabac qui ont suivi l'attaque contre la base de l'armée de l'air de Bissalanca à Bissau le 21 octobre 2012 n'a été traduite en justice, bien que les enquêtes sur le contre-coup d'État présumé aient, semble-t-il, été conclues et soumises au Tribunal militaire. Les visites effectuées par le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau dans les prisons et les centres de détention ont confirmé que les conditions de détention sont inadéquates et que les détenus manquent d'accès aux soins médicaux, à la nourriture et à l'eau potable. La mission a informé le Ministère de la justice de la situation.

Au niveau régional, à la suite de leur Sommet extraordinaire tenu le 19 janvier 2013 à Abidjan, les chefs d'État et de gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont exprimé leur détermination à accompagner [la Guinée-Bissau] dans l'accomplissement des tâches du processus de transition, notamment les réformes multisectorielles urgentes et la tenue d'élections ouvertes, libres, régulières et transparentes dans le cadre de la transition. Ils ont chargé le Président de la Commission de la CEDEAO de prendre toutes les mesures appropriées pour accélérer la mise en œuvre du Programme de réforme du secteur de la défense et de la sécurité. Ils ont également demandé encore une fois à l'Union africaine d'envisager d'urgence de reconnaître la transition en cours et la levée des sanctions contre la Guinée-Bissau, et exhorté l'ONU, la CPLP, l'Union européenne et d'autres partenaires internationaux à

reprandre la coopération avec la Guinée-Bissau et à soutenir les efforts visant à assurer une transition plus inclusive dans le pays.

Les membres du Conseil se souviendront qu'une mission d'évaluation conjointe de l'Union africaine, de la CPLP, de la CEDEAO, de l'Union européenne et de l'ONU s'était rendue à Bissau du 16 au 21 décembre 2012. Lors d'une réunion consultative sur la situation en Guinée-Bissau, tenue à Addis-Abeba le 26 janvier de cette année, en marge du Sommet de l'Union africaine, de hauts fonctionnaires représentant les cinq organisations ont convenu que le rapport de la mission devrait être soumis aux organes compétents de leurs organisations respectives, afin de promouvoir la convergence dans leur appréciation des progrès réalisés, et de renforcer les perspectives de contributions coordonnées au règlement de la crise en Guinée-Bissau. Le Secrétaire général attend avec intérêt de recevoir les recommandations de la mission. L'Organisation des Nations Unies est prête à coopérer avec ses partenaires dans la mise en œuvre d'initiatives propices à des solutions durables à la crise, conformément aux normes et principes internationaux.

Le nouveau Représentant spécial du Secrétaire général pour la Guinée-Bissau et Chef du BINUGBIS, M. José Ramos-Horta, arrivera à Bissau dans les prochains jours pour assumer ses fonctions. Il a engagé des consultations avec les parties prenantes internationales, y compris les États membres de la CEDEAO et de la CPLP. Les conclusions du processus d'examen mené par le système des Nations Unies pour aider à traiter des principaux facteurs d'instabilité en Guinée-Bissau inspireront le travail du nouveau Représentant spécial du Secrétaire général dans le cadre des consultations qu'il continuera de tenir avec les parties prenantes nationales et internationales. Comme le Secrétaire général l'a recommandé dans le rapport dont le Conseil est saisi, M. Ramos-Horta procédera également à une évaluation de la situation en Guinée-Bissau et, de concert avec l'équipe de pays des Nations Unies et d'autres acteurs concernés, fera des propositions concernant le mandat du BINUGBIS. Ce processus devrait être mené à terme au moment où s'achèvera la période de prorogation de trois mois du mandat du BINUGBIS demandée par le Secrétaire général.

L'absence persistante d'un contrôle et d'une surveillance par les autorités civiles des forces de défense et de sécurité et les tentatives incessantes de certaines personnalités politiques de manipuler l'armée à des

fins communautaires continuent de nous préoccuper. Ils entravent le bon fonctionnement des institutions de l'État et mettent en évidence le besoin urgent de changer radicalement la manière dont la politique est menée dans le pays, ainsi que la nécessité impérieuse de procéder à une réforme fondamentale des secteurs de la défense, de la sécurité et de la justice.

À l'avenir, les parties prenantes devront faire des progrès, par le biais de la Commission parlementaire, sur l'élaboration d'une feuille de route consensuelle nationale pour la transition. Cela devrait entraîner la formation d'un gouvernement de transition inclusif et la prise des mesures nécessaires pour assurer une transition pacifique, des élections présidentielle et législatives équitables et transparentes, ainsi que la stabilité pendant la période postélectorale. Les progrès dépendront aussi de la volonté politique soutenue des parties prenantes nationales, ainsi que d'un esprit de compromis et de véritable ouverture. L'élaboration d'une telle feuille de route encouragera sans aucun doute les partenaires internationaux à soutenir les efforts nationaux.

Si le rétablissement de l'ordre constitutionnel en Guinée-Bissau par le biais d'élections crédibles demeure la priorité première du pays, il faut également que la communauté internationale appuie les efforts visant à lutter contre l'impunité au cours de la période de transition, ainsi qu'à moyen et à long terme, pour que la stabilité soit durable. Le BINUGBIS et ses responsables sont déterminés à aider la Guinée-Bissau, aussi bien dans le cadre de ces efforts que dans celui du processus à long terme de réconciliation.

À l'appui des efforts nationaux visant à s'attaquer aux principaux facteurs d'instabilité, le système des Nations Unies a entrepris un examen de ses activités dans le pays dans le but de réorganiser ses interventions relatives à l'édification de l'État et à la consolidation de la paix. Ce processus sera guidé par les recommandations finales de la mission d'évaluation entreprise conjointement par l'Union africaine, la CPLP, la CEDEAO, l'Union européenne et l'ONU, en particulier concernant la mise en œuvre de la réforme du secteur de la sécurité, la lutte contre le trafic de drogue et la criminalité organisée et les mesures prises face à l'impunité, aux violations des droits de l'homme et à la détérioration de la situation socioéconomique.

La mission d'évaluation conjointe a permis aux partenaires régionaux et internationaux de la Guinée-Bissau de renforcer la coopération mutuelle et d'œuvrer ensemble à la stabilité du pays. Nous espérons que

cet élan donnera de bons résultats au moment où la communauté internationale poursuit ses efforts pour contribuer au retour à l'ordre constitutionnel en Guinée-Bissau, à la promotion d'un dialogue ouvert, au contrôle des autorités civiles sur les services de sécurité et de défense, ainsi qu'au fonctionnement d'institutions publiques légitimes et à la fin de l'impunité. Ce n'est qu'alors que la Guinée-Bissau aura une chance de mettre fin à des décennies d'instabilité, de changements anticonstitutionnels de gouvernement, de violations flagrantes des droits de l'homme et d'impunité pour, nous l'espérons, entrer dans une nouvelle ère caractérisée par le respect de l'état de droit, des droits de l'homme et des droits politiques, ainsi que par des possibilités de développement social et économique.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. Zerihoun de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M^{me} Ribeiro Viotti.

M^{me} Ribeiro Viotti (Brésil) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, je vous remercie d'avoir convoqué la présente séance d'information et de m'avoir invitée à faire un exposé au Conseil de sécurité en ma qualité de Présidente de la formation Guinée-Bissau de la Commission de consolidation de la paix.

Je salue la présence du Représentant permanent du Mozambique, dont le pays assure la présidence de la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP); du Représentant permanent de la Côte d'Ivoire, dont le pays assure la présidence de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO); et du Représentant permanent de la Guinée-Bissau, l'Ambassadeur João Soares Da Gama.

Je remercie également le Sous-Secrétaire général, M. Tayé-Brook Zerihoun, de son exposé d'aujourd'hui. Je saisis cette occasion pour saluer, par son intermédiaire, l'excellent travail réalisé par le Représentant spécial sortant du Secrétaire général en Guinée-Bissau, M. Joseph Mutaboba. Nous nous félicitons également de la nomination de M. José Ramos-Horta en tant que Représentant spécial pour la Guinée-Bissau. Sa sagesse, son expérience et sa stature politique sont des atouts précieux pour l'action menée par l'ONU sur le terrain en ce moment décisif. Nous comptons bien travailler en coopération étroite avec M. José Ramos-Horta.

Près de 10 mois après le coup d'État du 12 avril, la Guinée-Bissau continue d'être aux prises avec des difficultés considérables qui doivent être résolues en

2013. Bien que ce soit aux dirigeants et au peuple bissau-guinéens qu'il incombe au premier chef de surmonter la situation actuelle et de prendre la voie d'un retour rapide et durable à l'ordre constitutionnel, le pays aura encore besoin de l'assistance de l'ONU, y compris la Commission de consolidation de la paix, en coordination étroite avec les partenaires internationaux de la Guinée-Bissau, pour avancer dans la réalisation de ces objectifs. L'organisation d'élections présidentielle et législatives libres, équitables et transparentes en temps voulu et la promotion des réformes requises pour garantir la stabilité et favoriser le développement sont des tâches urgentes qui nécessiteront un appui international.

L'appropriation nationale et la responsabilité mutuelle sont des principes essentiels pour la coopération de n'importe quel pays avec la Commission de consolidation de la paix. Malheureusement, le coup d'État du 12 avril à Bissau a nui aux activités menées par la Commission de consolidation de la paix. Les progrès réalisés dans plusieurs domaines ont été stoppés. L'absence d'homologues nationaux dont la nomination fait l'objet d'un consensus et avec lesquels la formation pourrait avoir des échanges réguliers a restreint l'action de la Commission.

Malgré ces difficultés, la formation Guinée-Bissau continue de suivre de près la situation dans le pays. Je me suis employée à faciliter le dialogue entre les principaux partenaires internationaux, en particulier la CEDEAO et la CPLP, pour permettre la prise de mesures concertées pour régler les problèmes en Guinée-Bissau. À la demande de la Mission permanente de la Guinée-Bissau, une réunion de la formation a eu lieu en marge de l'Assemblée générale, le 27 septembre. Lors de cette réunion, le Président par intérim, Raimundo Pereira, et le Premier Ministre, Carlos Gomes Júnior, ont informé la formation des faits nouveaux survenus en Guinée-Bissau.

Une autre réunion de la formation est prévue durant la deuxième quinzaine de février afin d'obtenir des informations sur la mission d'évaluation entreprise conjointement par l'Union africaine, la CEDEAO, la CPLP, l'Union européenne et l'ONU en décembre 2012 à Bissau.

L'absence persistante de contrôle des autorités civiles sur l'armée, le trafic de drogue, l'impunité, la détérioration de la situation économique et les violations des droits de l'homme sont des problèmes redoutables auxquels la Guinée-Bissau est actuellement confrontée. Ces dernières semaines, les partis politiques ont pris

des mesures pour réviser le pacte de transition politique et l'accord politique signés en mai dernier et rédiger un nouveau pacte de transition qui servirait de nouveau cadre pour le retour à l'ordre constitutionnel. Ces faits pourraient annoncer une évolution dans le bon sens.

La mission d'évaluation entreprise conjointement par l'Union africaine, la CEDEAO, la CPLP et l'Union européenne et l'ONU en décembre à Bissau était une bonne initiative. Ces cinq partenaires se sont également réunis le 26 janvier à Addis-Abeba, en marge du Sommet de l'Union africaine, pour discuter de la situation en Guinée-Bissau et de la voie à suivre. Nous espérons que de telles réunions permettront aux principaux partenaires internationaux de la Guinée-Bissau de se rencontrer dans le cadre d'une plateforme commune pour aider au retour rapide à l'ordre constitutionnel en Guinée-Bissau.

Nous espérons sincèrement que le dialogue mené récemment entre des parties prenantes nationales pourra aboutir à un accord de transition plus ouvert. Comme il a déjà été dit, cet accord doit être sans exclusive et acceptable par toutes les parties concernées afin que le pays retourne à l'ordre constitutionnel, ce qui permettra aux partenaires internationaux de reprendre les échanges avec la Guinée-Bissau.

Enfin, la nomination de M. José Ramos-Horta en tant que Représentant spécial du Secrétaire général est encourageante et imprime un nouvel élan à nos efforts communs visant à aider la Guinée-Bissau à sortir de la crise actuelle. J'ai eu la chance d'avoir un échange de vues avec M. Ramos-Horta il y a quelques semaines sur la situation en Guinée-Bissau. La formation entend coopérer avec lui de manière constructive et par des contacts étroits dans les semaines et les mois à venir.

Trouver une solution à la crise en Guinée-Bissau exige que tous les acteurs nationaux règlent leurs différends par le dialogue. La réconciliation nationale doit être ancrée au niveau national avant que la communauté internationale puisse mener à nouveau des activités, en étant sûre d'appuyer un processus sans exclusive conduit par les acteurs nationaux. L'ONU, la Commission de consolidation de la paix et l'ensemble de la communauté internationale peuvent uniquement jouer un rôle d'appui. Les rênes doivent être prises par des autorités légitimes représentant tous les Bissau-Guinéens.

Mais même si cela est fait, des problèmes considérables se poseront toujours et le chemin de la

paix et du développement durables sera difficile. La formation Guinée-Bissau reste déterminée à aider le pays dans cet effort, en vue d'aboutir à la stabilité politique, de consolider la paix et de promouvoir son développement économique et social.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M^{me} Ribeiro Viotti de son exposé.

Je donne maintenant la parole au représentant de la Côte d'Ivoire.

M. Bamba (Côte d'Ivoire) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom des 15 États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Monsieur le Président, je vous adresse nos chaleureuses félicitations pour l'accession de votre pays, la République de Corée, à la présidence du Conseil de sécurité pour ce mois.

La CEDEAO se réjouit de l'excellent rapport du Secrétaire général sur la situation en Guinée-Bissau, publié sous la cote S/2013/26.

Depuis l'adoption de la résolution 2048 (2012), de nombreux développements sont survenus dans la situation en Guinée-Bissau. Le 21 octobre 2012, il s'est déroulé dans la zone de la base aérienne de Bissalanca à Bissau un incident majeur qui s'apparentait à un coup de force.

Les chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO ont fermement condamné cette tentative de déstabilisation du Gouvernement intérimaire. Le 7 novembre 2012, nous avons assisté à la signature d'un mémorandum d'entente entre la Guinée-Bissau et la CEDEAO, en vue de la mise en œuvre de la réforme des secteurs de la défense et de la sécurité. Par ailleurs, il convient de noter qu'au 29 novembre 2012, la Mission de la CEDEAO en Guinée-Bissau, l'ECOMIB, a atteint son plein effectif de 677 éléments, composés de militaires, de policiers, et de civils.

Au plan économique, la baisse, en 2012, des prix de la noix de cajou, principal produit d'exportation de la Guinée-Bissau, a entraîné une chute du taux de croissance économique, qui est passé en dessous de 1 %, contrairement aux prévisions initiales de croissance qui visaient 4,5 %. Ainsi donc, face au déficit budgétaire qui en a résulté, le Gouvernement de transition a reçu différentes aides budgétaires, notamment 5,5 millions de dollars de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), 10,6 millions de dollars de la

République fédérale du Nigéria et 2 millions de dollars de la République de Côte d'Ivoire.

Je voudrais maintenant rappeler ici la rencontre historique qui a eu lieu à New York – et qui a suscité beaucoup d'espoir – entre le Président Sherifo Nhamadjo, Président du Gouvernement intérimaire de Guinée-Bissau, et M. Raimundo Pereira, ancien Président de la République de Guinée-Bissau, tous deux représentant les parties bissau-guinéennes au plus haut niveau. Cette rencontre, il faut le rappeler, a été organisée à l'initiative de l'Union africaine, en étroite coopération avec la CEDEAO et la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP), et s'est déroulée le samedi 29 septembre 2012 au siège de l'Union africaine ici à New York.

Nous avons été donc témoins de cette rencontre cruciale, au terme de laquelle les deux parties ont notamment approuvé l'initiative d'envoyer une mission conjointe à Bissau composée de l'Union africaine, de la CEDEAO, de la CPLP, de l'Organisation des Nations Unies et de l'Union européenne. Le Conseil de paix et de sécurité de l'Union Africaine a appuyé cette initiative à sa réunion du 2 novembre, tout comme la CEDEAO à sa session extraordinaire du 11 novembre à Abuja. C'est donc dans ce contexte que du 16 au 21 décembre 2012 cette mission conjointe s'est rendue à Bissau.

De façon spécifique, les objectifs poursuivis par cette mission étaient les suivants : premièrement, évaluer la situation politique et sécuritaire sur le terrain; deuxièmement, examiner les causes sous-jacentes des crises récurrentes en Guinée-Bissau; troisièmement, étudier les possibilités d'un consensus entre les organisations partenaires de la Guinée-Bissau sur la marche à suivre; quatrièmement, faciliter la formulation d'une série de recommandations sur les meilleurs voies et moyens, pour les organisations concernées, de travailler ensemble afin d'aider la Guinée-Bissau à surmonter les défis à court, à moyen et à long terme auxquels elle est confrontée et, cinquièmement, faire des recommandations sur la mise en place d'un mécanisme de suivi approprié.

À Bissau, comme a dit le Sous-Secrétaire général aux affaires politiques, la mission a rencontré les autorités en place, notamment le Président par intérim, le Premier Ministre, les Ministres des affaires étrangères, de la défense, de l'intérieur et de la justice, ainsi que d'autres responsables du Gouvernement de transition. La mission a également rencontré le Bureau de l'Assemblée nationale populaire et la Commission

parlementaire chargée d'amender le pacte de transition et l'accord politique conclus initialement par la CEDEAO.

La mission conjointe a ensuite rencontré le Bureau de la Commission nationale électorale. Elle a rencontré les différents partis politiques, tant ceux qui soutiennent la transition actuelle, que ceux qui n'en font pas partie. La mission conjointe a rencontré la société civile, notamment les associations de femmes, les chefs traditionnels, les responsables religieux, les organisations socioprofessionnelles, les milieux d'affaires, l'Ordre des avocats et les journalistes. Enfin, la mission conjointe a rencontré la communauté diplomatique à Bissau.

Comme le Sous-Secrétaire général l'a dit, le rapport de la mission conjointe n'a pas encore été validé par les instances appropriées, mais d'ores et déjà, à notre niveau, nous avons certaines informations que je voulais partager avec le Conseil. Premièrement, un dialogue direct entre les parties prenantes, y compris le Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC), a été établi en vue de la conclusion d'un pacte de transition, ce qui signifie que le processus de transition est acceptable par toutes les parties, et est donc irréversible. Ensuite, une commission parlementaire placée sous la présidence du PAIGC a été mise en place à l'effet de réviser la feuille de route de la transition et, notamment, de proposer de nouvelles dates réalistes pour la tenue des élections générales.

À ce stade, nous voulons dire que la CEDEAO se réjouit de la nomination de M. José Ramos-Hortas, ancien chef d'État du Timor-Leste et prix Nobel de la paix, et que cette nomination vient à point nommé, étant donné le rôle important de coordination que doivent jouer les Nations Unies dans le suivi de la recherche concertée de solutions à cette crise. C'est aussi l'occasion de rendre tout l'hommage qui convient à son prédécesseur, M. Joseph Mutaboba, que nous saluons.

La CEDEAO attend donc du nouveau Représentant spécial, dont la prise de fonction est annoncée pour le mois de février, qu'il coordonne et anime la dynamique nouvelle d'action concertée de la communauté internationale créée par cette mission conjointe. La CEDEAO souscrit par conséquent à la recommandation faite par le Secrétaire général au paragraphe 53 de son rapport (S/2013/26), qui préconise que le mandat du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS) soit prorogé de trois mois, et ce, jusqu'au 31 mai 2013. La CEDEAO souhaite que le nouveau Représentant spécial puisse

se rendre en Afrique de l'Ouest et en Guinée-Bissau pour prendre tous les contacts nécessaires dans la sous-région et recueillir les opinions des principaux acteurs.

Il reste entendu que c'est sur la base des conclusions de cette tournée dans la sous-région que le Représentant spécial proposera au Secrétaire général un ajustement du mandat des Nations Unies en Guinée-Bissau. Ce nouveau mandat, selon nous, devra privilégier l'option de la mise en place d'une stratégie commune Nations Unies-Union africaine-Union européenne-CEDEAO-CPLP en vue de résoudre de façon durable la crise en Guinée-Bissau. À ce propos, je voudrais souligner que le nouveau Représentant spécial a déjà commencé à prendre des contacts à tous les niveaux pour garantir la réussite de sa mission. Bien évidemment, ses démarches ont l'appui et tout l'accord de la CEDEAO.

La CEDEAO insiste sur le fait qu'il est temps de travailler ensemble, de renforcer la cohésion entre tous les acteurs et de se départir des positions extrêmes qui n'ont pas permis jusqu'à ce jour à la communauté internationale de parler d'une seule voix sur la situation en Guinée-Bissau. À cet égard, la CEDEAO est d'avis qu'il serait de l'intérêt de la paix que le Gouvernement de transition de Guinée-Bissau soit reconnu, et que les partenaires de développement puissent reprendre leur coopération avec ce pays.

Je voudrais conclure en affirmant haut et fort que l'Afrique de l'Ouest a grand besoin de paix et de stabilité pour développer le potentiel économique de la sous-région. Cela ne peut se faire sans que la situation en Guinée-Bissau soit définitivement résolue de façon durable, d'autant plus que notre sous-région est aussi aux prises avec la situation au Mali qui, comme le Conseil le sait, menace non seulement l'Afrique de l'Ouest, mais pose également un problème sérieux à la paix et la sécurité internationales.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Mozambique.

M. Gumende (Mozambique) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je voudrais vous féliciter, Monsieur le Président, pour votre accession à la présidence du Conseil pour le mois de février et vous remercier de l'occasion donnée au Mozambique de faire une déclaration devant cet important organe en tant que Président de la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP), ainsi qu'à titre individuel dans le cadre de cette séance d'information consacrée à la situation en Guinée-Bissau.

La Communauté des pays de langue portugaise se félicite du rapport du Secrétaire général sur l'évolution de la situation en Guinée-Bissau et sur les activités du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix dans ce pays (S/2013/26). À cet égard, nous sommes très reconnaissants des efforts que l'ONU et l'ensemble de la communauté internationale déploient pour trouver un règlement viable et durable à la crise qui agite depuis longtemps ce pays. Nous saluons et encourageons le rôle joué par la Commission de consolidation de la paix et le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau dans ce processus.

Nous demeurons particulièrement préoccupés par la situation interne en Guinée-Bissau depuis le coup d'État du 12 avril 2012, qui a interrompu les progrès nationaux vers la consolidation de la paix, de la démocratie et de la stabilité. C'est avec cela à l'esprit que la Communauté des pays de langue portugaise a fait de la recherche d'une solution crédible, globale et durable à la crise bissau-guinéenne l'une de ses priorités. La situation en Guinée-Bissau représente un enjeu majeur dans la coopération entre la CPLP et l'ONU.

L'application intégrale de la résolution 2048 (2012) sera déterminante dans la promotion du rétablissement de l'ordre constitutionnel en Guinée-Bissau. Nous préconisons l'application de la résolution, car elle définit le cadre juridique permettant aux partenaires internationaux de la Guinée-Bissau – en particulier l'ONU, l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la CPLP et l'Union européenne – de renforcer la coopération pour parvenir à un processus de transition consensuel, sans exclusive et pris en main par le pays.

C'est dans ce contexte que nous saluons le travail accompli par la mission d'évaluation conjointe menée en décembre 2012 sous l'égide de l'Union africaine, qui réunissait la CEDEAO, l'Union européenne, l'ONU et la CPLP. Nous attendons avec intérêt la validation des recommandations figurant dans le rapport de la mission d'évaluation conjointe en tant que principes directeurs qui définiront le rôle positif de la communauté internationale en vue d'aider les Bissau-Guinéens à choisir un cap pour sortir leur pays de sa déplorable situation actuelle.

Nous appuyons également l'élaboration d'une stratégie globale et intégrée pour faire face aux défis critiques et immédiats auxquels est confrontée la Guinée-Bissau, notamment en mettant en œuvre la réforme du secteur de la défense et de la sécurité et les réformes politiques et économiques, et en luttant contre le trafic

de drogue et l'impunité. Nous pensons que le droit et la responsabilité principale de relever les défis auxquels il est confronté et de parvenir à des solutions durables incombent au peuple bissau-guinéen lui-même. La communauté internationale ne peut jouer qu'un rôle complémentaire pour aider les Bissau-Guinéens dans cet effort, auquel la CPLP continuera de contribuer de manière constructive.

À cet égard, nous nous félicitons du récent accord parlementaire conclu entre les deux principaux partis, le Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert et le Parti du renouveau social, en vue de mettre en place une transition véritablement ouverte et consensuelle. C'est une première étape encourageante et importante qui permettra de mettre sur pied un cadre ouvert qui sera crucial pour la préparation des élections et le retour à l'ordre constitutionnel. Nous félicitons le peuple de ce pays frère des efforts consentis dans le but de consolider les bases d'un dialogue interne, en dépit de la situation qui prévaut en Guinée-Bissau. Nous espérons que le dialogue ouvrira la voie à la réconciliation nationale, qui est indispensable à la réalisation d'une paix, d'une stabilité et d'un développement durables.

Nous profitons de cette occasion pour féliciter M. José Ramos Horta, ancien Président du Timor-Leste, de sa nomination au poste de Représentant spécial du Secrétaire général pour la Guinée-Bissau, et nous l'assurons de notre plein appui. Nous sommes convaincus qu'il contribuera à créer une dynamique positive entre les parties prenantes nationales et internationales, accomplissant ainsi le rôle que l'ONU souhaite jouer dans ce pays.

Nous appuyons également la prorogation du mandat du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau pour une période de trois mois, et sommes persuadés que le Président Ramos Horta présentera au Secrétaire général une évaluation approfondie de la situation qui conduira au renouvellement du mandat du Bureau en mai.

Pour terminer, je tiens à réaffirmer l'engagement sans faille des États membres de la CPLP à travailler en étroite collaboration avec tous les partenaires concernés et avec le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Guinée-Bissau en vue de trouver une solution durable à la crise dans ce pays.

Le Président (*parle en anglais*) : Il n'y a pas d'autres noms inscrits sur la liste des orateurs. J'invite à présent les membres du Conseil à poursuivre le débat sur la question dans le cadre de consultations.

La séance est levée à 15 h 45.